



Festival de Cannes :
Sean Penn, entre
le rock et la Shoah
Page C 11



Festival TransAmériques :
Trust donne le coup d'envoi
Cahier Culture



**La Jordanie sur les traces
de Laurence d'Arabie**
Cahier Plaisirs

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

Vol. CII N° 113

LES SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 MAI 2011

2.63\$ + TAXES = 2.99\$

Vive le pétrole cher?

Les pétrolières et l'État vont se disputer l'argent qui pourrait financer la transition vers le choc pétrolier

LOUIS-GILLES FRANCEUR

L'automobiliste moyen, qui se retrouvera dans quelques années devant une pompe à essence indiquant un prix de 2,10 \$ le litre, se répétera en grommelant qu'il se fait «plumer» littéralement par les pétrolières ou le gouvernement. Voire les deux. Or, en réalité, il sera en train de faire des économies, qui seront encore plus substantielles si c'est une taxe carbone qui aura fait passer ce prix de 1,40 \$, comme maintenant, à 2,10 \$.

«On n'est pas seulement devant un paradoxe. Cette situation illustre toute la différence entre la perception intuitive de l'économie — le prix à la pompe qui frappe le porte-monnaie — et les gains économiques d'une société en train de se décarboniser, qui réduit sur tous les fronts sa facture d'énergie par des changements d'habitudes et qui se donne des ressources fiscales pour gérer la transition», expliquait, il y a quelques années, dans un café parisien, Jean-Marc Jancovici à une dizaine d'invités du gouvernement français provenant d'autant de pays, dont était l'auteur de ces lignes.

Cet ingénieur formé à la grande école de Polytechnique en France est devenu une autorité en matière de comptabilité du carbone

VOIR PAGE A 12: PÉTROLE

■ Réinventer la société pour s'affranchir de l'or noir ■ La transformation d'une économie
■ Le coût élevé du virage vers un parc automobile électrique > Pages A 6 et A 7

PAIX AU PROCHE-ORIENT

Une gifle pour Obama

Nétanyahou rejette la pièce maîtresse du plan américain

CLAUDE LÉVESQUE

Le premier ministre d'Israël, Benjamin Nétanyahou, a répété hier en présence de Barack Obama que les frontières de 1967 sont «indéfendables», rejetant du coup la pièce maîtresse du discours que son hôte avait prononcé la veille.

«Si Israël est prêt à faire des compromis généreux pour la paix, il ne peut revenir aux lignes de 1967, car [elles] sont indéfendables», a-t-il affirmé devant la presse à l'issue d'une rencontre à huis clos avec le président américain à la Maison-Blanche.

«Une paix fondée sur des illusions s'écrasera en définitive sur les rochers de la réalité du Moyen-Orient. [...] Pour qu'il y ait la paix, les Palestiniens devront accepter certaines réalités fondamentales», a-t-il dit devant les caméras, infligeant un camouflet au président des États-Unis, qui est resté imperturbable.

Barack Obama a tout de même qualifié l'entretien de plus de deux heures d'«extrêmement utile», tout en admettant qu'il subsiste «quelques différends» entre les deux pays sur la façon de relancer le processus de paix au Proche-Orient.

Outre ce processus, les deux hommes auraient discuté de divers sujets, dont la vague démocratique qui balaie le monde arabe, la situation en Syrie et l'Iran.

Jeudi, le chef de la Maison-Blanche avait parlé d'un État palestinien dans les frontières de 1967 (celles qui ont prévalu entre 1948 et la guerre des Six Jours) pour la première fois depuis le début

«La position de Nétanyahou est un rejet officiel de l'initiative de M. Obama, de la légitimité internationale et du droit international», disent les Palestiniens

VOIR PAGE A 12: OBAMA

FINANCE

Tractations douteuses pour acheter la Laurentienne

Un homme d'affaires controversé a tenté d'acquérir la banque avec l'aide de lobbyistes conservateurs

■ À lire en page A 3

BON CONGÉ!

Le Devoir ne sera pas publié lundi, Journée nationale des patriotes. De retour mardi. D'ici là, consultez ledavoir.com.

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 10	Monde.....	C 8
Avis publics.....	C 9	Mots croisés.....	D 5
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 8
Carrières.....	C 4	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 10	Sciences.....	B 6
Économie.....	C 1	Sports.....	C 10
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	D 5

Gagner sa liberté

Une exposition présente des œuvres de femmes incarcérées

CAROLINE MONTPÉTIT

Elles sont libres. La peine de prison est terminée, purgée, comme on dit. Mais tout reste à refaire: se trouver un logement, se trouver un travail, retrouver ses enfants. Vivre.

Julie-Chantale et Geneviève sont toutes deux sorties récemment du pénitencier fédéral de Joliette. La semaine prochaine, leurs œuvres figureront dans l'exposition *Agir*, qui présente le travail artistique effectué par une cinquantaine de femmes incarcérées à Joliette, Tanguay, Philippe-Pinel et la maison de transition Thérèse-Casgrain, durant deux ans. Geneviève y présente ces photos d'elle, hurlante, les yeux bandés par des cordes, intitulées *Finalité finale*.

«En sortant de prison, je n'avais qu'une envie, retourner consommer de la drogue», raconte cette jeune femme qui a reçu sa première condamnation, liée à la drogue, à 17 ans. C'est que la prison est un lieu d'interdits; interdit de se témoigner

VOIR PAGE A 12: LIBERTÉ



Finalité finale, de Geneviève, une des œuvres présentées dans le cadre de l'exposition *Agir*.

La peinture ça se recycle,
les contenants vides aussi!

éco-peinture
Société québécoise de gestion écologique de la peinture

www.ecopeinture.ca

ACTUALITÉS

OBAMA

SUITE DE LA PAGE 1

de son mandat. Le même jour, l'État d'Israël approuvait la construction de 1500 nouveaux logements pour les Juifs à Jérusalem-Est.

Prenant la parole après son hôte, dont il dit partager les vues sur l'insaisissable paix au Proche-Orient, Benjamin Nétanyahou a énuméré une série de conditions non négociables qui, en fait, rendent difficilement conciliables les positions israélienne et américaine.

Le premier ministre israélien a donc rejeté l'idée de prendre les frontières de 1967 comme base de négociation avec les Palestiniens. «Rapelez-vous qu'avant 1967, Israël ne mesurait que neuf milles de large», a-t-il lancé. Benjamin Nétanyahou a aussi écarté hier toute possibilité de négocier avec une Autorité palestinienne dont ferait partie le mouvement islamique Hamas, qui ne reconnaît pas à l'État d'Israël le droit d'exister. Pour M. Nétanyahou, le protogouvernement présidé par Mahmoud Abbas doit choisir entre une

alliance avec le Hamas et la paix avec l'État juif.

Le parti Fatah de M. Abbas et le Hamas, qui contrôlent respectivement la Cisjordanie et la bande de Gaza, se sont réconciliés récemment après des années de brouille.

Les Palestiniens ont immédiatement rejeté «une ingérence inacceptable» et demandé à Barack Obama de faire pression sur le premier ministre israélien. «La position de Nétanyahou est un rejet officiel de l'initiative de M. Obama, de la légitimité internationale et du droit international», a déclaré le porte-parole de Mahmoud Abbas, Nabil Abou Roudéina.

Benjamin Nétanyahou a également écarté l'idée que des réfugiés palestiniens puissent un jour revenir dans ce qui est devenu l'État d'Israël.

Dans un discours attendu portant surtout sur le «printemps arabe», Barack Obama avait fait part jeudi de son irritation devant le blocage des négociations israélo-palestiniennes. «Les États-Unis croient que les négociations doivent aboutir à deux États dotés de frontières permanentes, avait-il affirmé. Nous croyons que les frontières d'Israël et de la Palestine doivent être basées sur les lignes d'armistice de 1967, moyennant des échanges de

territoire négociés afin que soient établies des frontières sûres et reconnues par les deux camps.»

Il avait immédiatement reçu par voie de communiqué une fin de non-recevoir de la part de M. Nétanyahou.

Le premier ministre d'Israël recontra l'AIPAC, le principal lobby juif aux États-Unis, demain. Barack Obama s'adressera également aux membres de l'AIPAC. Mardi, un discours devant les deux chambres du Congrès est à l'ordre du jour de M. Nétanyahou.

La chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a «salué chaleureusement» hier la position américaine telle qu'énoncée par Barack Obama. «La grande ouverture du président Obama est d'avoir parlé des frontières de 1967 pour la première fois. Il commence à nous rejoindre plutôt que l'inverse», a ajouté un diplomate européen de haut rang.

L'Europe et les États-Unis restent toutefois divisés sur l'opportunité de reconnaître à l'automne un État palestinien à l'Assemblée générale des Nations unies.

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse



Benjamin Nétanyahou et Barack Obama ont discuté pendant plus de deux heures hier à Washington.

REUTERS

PÉTROLE

SUITE DE LA PAGE 1

et des stratégies économiques sur la transition, forcée ou planifiée, que vivront inéluctablement les économies occidentales avec ce qu'il est convenu d'appeler le «choc pétrolier», ou l'épuisement de cette ressource qui nous semble irremplaçable, ce qui est en partie vrai.

Confronté en mai au nouveau prix de 1,5 euro le litre d'essence, un Français sur deux (47 %) déclarait dans un sondage IFOP qu'il songerait sérieusement à modifier ses habitudes de conduite automobile. Au Québec, plusieurs concessionnaires ont vu repartir à la hausse les ventes de plus petites voitures après une année record de ventes de gros VUS. Devant la grogne populaire, le gouvernement Harper va faire parader les pétrolières pour qu'elles s'expliquent, un coup de mouchoir aux vilains du pétrole qui ne changera pas un iota au marché. Au Québec, la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, a demandé à la Régie de l'énergie de lui faire des suggestions et le Parti québécois jongle avec l'idée d'un plafonnement des prix. Aux États-Unis, où le prix de l'essence flirte avec la barre psychologique des 3 \$US le gallon, l'affaire prend l'allure d'une crise nationale.

Prendre les pétrolières de vitesse

On sait que plus le prix monte, plus nombreux seront les consommateurs qui vont changer leurs habitudes de consommation. Les moins nantis d'abord, puis ceux qui doivent utiliser des combustibles pour leur travail et qui vont résister le plus longtemps possible, et en fin de compte les plus riches, les plus insensibles aux hausses de prix.

Deux raisons, répète souvent Jean-Marc Jancovici, vont pousser les prix à la hausse et la consommation à la baisse: le prix du pétrole pour cause de rareté ou pour cause de taxes.

Il y a de fausses raretés. Le prix à la pompe est présentement aussi élevé qu'en 2008, mais le baril de pétrole est de 35 % à 40 % inférieur à ce qu'il était alors. Toutefois, les pétrolières utilisent l'effet psychologique pour hausser le prix à la pom-

pe, ce qui leur permet d'augmenter considérablement leurs profits avec des coûts qui n'ont pas augmenté autant.

Mais quand les réserves mondiales de pétrole vont baisser — selon les spécialistes, d'ici 5 à 25 ans, en raison notamment d'une demande croissante dans les pays émergents —, les prix augmenteront. Les consommateurs vont résister un temps. Puis ils vont passer de plus en plus nombreux à des voitures plus petites, vont réduire leur kilométrage annuel et utiliser davantage les transports en commun.

Plus on approchera de la limite de «l'élasticité de la demande», expliquait Jancovici, la marge de profit des pétrolières se ressentira de la décroissance de leurs ventes, ce qui n'est pas encore le cas parce que chacun fait l'effort de déboursier un peu plus pour maintenir ses habitudes de conduite.

Mais ces ajustements du marché pétrolier risquent, à son avis, de se faire par chocs successifs, ce que les gouvernements ont la possibilité d'atténuer en taxant progressivement de plus en plus l'essence pour que le prix à la pompe atteigne le niveau qui provoque une réduction de la consommation avant que le marché n'impose cette logique. Et toute la différence est là, expliquait Jancovici.

Par hypothèse, si le gouvernement faisait passer en quelques années par des taxes progressives le prix à la pompe de 1,40 \$ à 2,10 \$, il se retrouverait avec des milliards qu'il n'aurait plus besoin d'aller chercher par d'autres taxes. Ou, explique Jean-Marc Jancovici dans ses conférences et écrits, un gouvernement pourrait utiliser cet argent, en tout ou en partie, pour financer le recours à des programmes massifs de réduction de la consommation des énergies fossiles afin de réduire à la fois les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les impacts d'une société basée sur cette consommation (habitations trop grandes et mal isolées, étalement urbain, construction d'infrastructures routières, développement des transports collectifs, etc.)

Par contre, selon ce spécialiste, si ce sont les pétrolières qui empêchent les 70 ¢ de notre exemple, l'État se privera d'énormes gains fiscaux et devra boucler son budget en taxant autrement les contribuables. Les consommateurs,

pour reprendre notre exemple, paieront donc deux fois les 70 ¢ cités, une fois aux pétrolières et une fois au gouvernement. Voilà pourquoi, concluait Jean-Marc Jancovici, il en coûte moins cher aux consommateurs de voir l'État hausser lui-même le prix à la pompe par une taxe carbone.

«Les gens, écrit-il sur son site Internet, oublient souvent une différence majeure entre une hausse du prix de marché du pétrole et une hausse de la fiscalité, parce que, de leur point de vue de consommateur final, les effets à court terme semblent identiques. La taxe est une redistribution nationale, avec de l'argent qui ne quitte pas le pays, alors qu'une augmentation du marché du pétrole est un décaissement net du pays, avec de l'argent qui s'en va au profit des pays producteurs» et des pétrolières.

Les fausses solutions

Jancovici soutient par ailleurs qu'on ne peut pas s'en remettre à la technologie ou à des politiques d'atténuation des hausses de prix pour certaines catégories de consommateurs.

Les voitures, dit-il, sont effectivement moins énergivores qu'avant, mais leur coût d'utilisation baisse, ce qui stimule les achats et leur utilisation au point que la consommation globale d'essence augmente toujours, sous la poussée d'un parc mondial qui est passé de 15 à 30 millions de voitures entre 1973 et l'an 2000.

Les pays ont un intérêt économique réel à hausser progressivement leurs taxes sur l'essence — Jancovici propose une augmentation automatique de 2 % par année pour forcer le changement progressif chez les consommateurs — parce que la gestion des chocs économiques est toujours plus coûteuse qu'une croissance planifiée et prévisible des prix.

Oui, reconnaît-il, plusieurs catégories de travailleurs — pêcheurs, camionneurs, distributeurs, etc. — vont être touchées. Mais si les gouvernements amortissent trop systématiquement l'impact de ces hausses, ces utilisateurs ne changeront pas leurs habitudes de consommation, ce qui est l'objectif de fond. C'est au niveau du prix des produits et services qu'il faut agir, à son avis, en les indexant, par exemple, aux coûts de l'énergie. Ce qui laisse le dernier mot au marché.

Le Devoir

LIBERTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

de l'affection publiquement, interdit de manifester de la colère, interdit de recevoir des courriels. En fait, c'est en arrivant à la maison de transition, lorsque lui est apparue la liberté de choisir, que Geneviève a décidé de s'abstenir. D'autres ex-détenues diront pourtant que la prison les a aidées, voire qu'elle leur a sauvé la vie. Julie-Chantale présente une vidéo intitulée *Anges ou démons* dans laquelle elle se montre partagée entre deux tentatives au moment de sortir de prison: retomber ou rester sage.

Durant deux ans, une équipe d'artistes invitées et de détenues, toutes dirigées par Aleks Jazzo, ont participé au projet Agir par l'imaginaire.

Destinées au grand public, les œuvres permettent au spectateur d'entrer dans la prison. On visite les petites cellules de Tanguay, héritées d'une architecture d'un autre âge, où grouillent les souris, paraît-il, ou les unités d'habitation de Joliette, beaucoup plus conviviales, que les femmes se partagent, où elles peuvent faire la cuisine, et dont elles ont la clé.

«Le bruit des trousseaux de clés des gardiens à Tanguay, ça me rendait folle», raconte Julie-Chantale. L'exposition, qui est d'ailleurs accompagnée d'un livre, *Temps d'agir*, paru aux éditions Planète rebelle, a entre autres pour but de sensibiliser le public à la réalité des femmes en prison et à la réinsertion sociale.

Car retourner vivre en société après avoir fait de la prison n'est pas si simple. «Je connaissais beaucoup de femmes de plus de 40 ans qui n'arrivaient pas à se trouver un emploi dans un Couche-tard parce qu'elles avaient fait de la prison», raconte Geneviève. Elle-même a eu de la difficulté à se trouver un logement en sortant de la maison de transition, parce que les propriétaires potentiels savaient qu'elle avait un casier judiciaire.

L'envers de la société

«La punition indirecte, c'est de vivre l'après en société avec ce vécu», écrit Claire, dans un livre sur le sujet, *La justice pénale et les femmes*, que la société Elizabeth Fry vient de publier aux éditions du Remue-ménage. Pour Claire, le procès, la sentence, c'est «comme si on te mettait nue dans une salle où tout le monde est habillé». Et la prison, c'est aussi une sorte d'envers de la société. La personne qui a la plus grosse peine devient un pilier social en prison, parce qu'elle reste plus longtemps, raconte-t-elle.

«Aujourd'hui, je ne dis pas à tout le monde autour de moi que j'ai fait de la prison. Et quand je le dis, le regard des autres sur moi change», dit Geneviève. Et puis, à la sortie, il y a la peur de retomber.

«As-tu vu les terrasses? Il me semble que ce serait bon. Une bonne petite bière... une bonne petite bière», écrit Julie-Chantale pour expliquer son état d'âme au sortir de prison, alors qu'elle considère que l'alcool et la violence ont été les problèmes majeurs de sa vie.

Après leur sortie de prison, Julie-Chantale et Geneviève ont participé à la création d'Art entr'elles, un atelier qui poursuit les activités entreprises en prison avec Agir pour l'imaginaire. Régulièrement, une dizaine d'ex-détenues se réunissent ainsi dans les locaux d'Engrenage noir, rue Saint-Jacques, pour poursuivre leur œuvre de création. Pendant ce temps, un peu moins de la moitié des femmes qui ont participé au projet Agir par l'imaginaire sont toujours incarcérées.

«Je crois qu'on est tous des artistes», dit Julie-Chantale. Quant à la liberté, c'est à l'intérieur de soi qu'elle se trouve, constate cette mère d'une jeune fille de 15 ans qu'elle ne voit plus, et d'une autre petite fille qui est venue souvent la visiter en prison. «Au moment du délit, comme de la détention, je n'étais pas libre», explique-t-elle. Dans ces conditions, être en prison ou pas, quelle importance? Pour Pascale, qui a passé 146 mois en prison, et dont on présente une vidéo dans l'exposition, la peur, c'est de sortir de prison. «Est-ce qu'il y a une place pour moi, là-bas?» demande-t-elle. Une fois dehors, la peur de retourner en prison a pourtant motivé Geneviève dans son engagement à ne pas consommer de drogue.

«La peur est le début de la sagesse», glisse Ruth Gagnon, directrice de la société Elizabeth Fry, qui soutient les femmes ayant des problèmes avec la justice dans leur processus de réinsertion sociale et qui a parrainé ce projet.

Selon Mme Gagnon, qui dirige aussi la maison de transition Thérèse-Casgrain, les prisons sont mal adaptées aux besoins des femmes, qui y sont d'ailleurs largement minoritaires. «Elles forment environ 15 % de la population carcérale», dit-elle. Les mesures de sécurité des prisons pour femmes sont souvent excessives par rapport à la dangerosité des détenues, croit-elle.

Il est établi que les récidives des personnes qui ont bénéficié de libérations conditionnelles sont très rares. Les cas de retour en prison sont plutôt liés à des bris de condition.

Mais le chemin vers la liberté n'est pas simple pour autant. Il faut reconstruire peu à peu son identité, sa vie. Agir par l'imaginaire y contribue, comme l'atelier Art entr'elles. «Je crois que je suis devenue accro au succès», dit Geneviève.

Le Devoir

■ L'exposition Agir, art des femmes en prison, se déroule du 27 mai au 16 juin à la galerie Eastern Block, 7240 rue Clark, à Montréal.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Braut, St-Jeanvier de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt legal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007